

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

N° 14129

Dr A

Audience du 13 novembre 2018

Décision rendue publique par affichage le 20 décembre 2018

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE,

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins le 24 août 2018, la requête présentée pour le Dr A, qualifié spécialiste en gynécologie-obstétrique ; le Dr A demande à la chambre disciplinaire nationale de renvoyer à une chambre disciplinaire de première instance autre que celle de La Réunion-Mayotte l'examen de la plainte n° 182 formée contre lui par le conseil départemental de La Réunion de l'ordre des médecins ;

Le Dr A soutient que certains des membres du conseil interrégional de La Réunion-Mayotte sont membres du conseil départemental de La Réunion de l'ordre des médecins, ou étaient membres de ce conseil lors de l'assemblée plénière du 26 avril 2018 qui a décidé de la plainte portée à son encontre ; que certains des membres du conseil interrégional de La Réunion-Mayotte exercent leur activité au sein du même établissement que le Dr B, à l'origine de la plainte ; que, pour une bonne administration de la justice et la sérénité des débats, cette affaire doit être jugée en dehors de La Réunion ;

Vu les pièces desquelles il résulte que la requête a été communiquée au conseil départemental de La Réunion de l'ordre des médecins, dont le siège est 3, résidence Laura – 1^{er} étage – 4, rue Milius à Saint-Denis (97400), qui n'a pas produit de mémoire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 18 septembre 2018 :

- le rapport du Dr Fillol ;

- les observations de Me Viltart pour le Dr A, absent ;

Me Viltart ayant été invité à reprendre la parole en dernier ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. Considérant que tout justiciable est recevable à demander à la juridiction immédiatement supérieure qu'une affaire dont est saisie la juridiction compétente soit renvoyée à une juridiction du même ordre si, pour des causes dont il appartient à l'intéressé de justifier, la juridiction compétente est suspectée de partialité ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

2. Considérant que le Dr B a saisi le conseil départemental de La Réunion de l'ordre des médecins d'une plainte disciplinaire formée contre le Dr A, praticien hospitalier au centre hospitalier universitaire de La Réunion ; que, cette plainte étant dirigée contre un médecin chargé d'une mission de service public, le conseil départemental ne l'a pas transmise à la chambre disciplinaire de première instance de La Réunion-Mayotte, mais a décidé, lors de son assemblée plénière du 26 avril 2018, de former lui-même plainte, devant ladite chambre disciplinaire de première instance, contre le Dr A ; que ce dernier a formé, auprès de la chambre disciplinaire nationale, une requête en suspicion légitime à l'encontre de la chambre disciplinaire de première instance de La Réunion-Mayotte, saisie de la plainte du conseil départemental ;

3. Considérant, qu'à l'appui de sa requête en suspicion légitime, le Dr A fait valoir que certains des membres du conseil interrégional de La Réunion-Mayotte sont membres du conseil départemental de La Réunion de l'ordre des médecins, ou étaient membres de ce conseil lors de l'assemblée plénière, susmentionnée, du 26 avril 2018 ; que le Dr A affirme également, au soutien de sa requête, que certains des membres du conseil interrégional de La Réunion-Mayotte exercent dans le même établissement que le Dr B à l'origine de la plainte ;

4. Considérant que les circonstances invoquées ne sont pas à elles seules de nature à faire suspecter de partialité la chambre disciplinaire de première instance de La Réunion-Mayotte, dès lors qu'il ne ressort d'aucune des pièces du dossier, et qu'il n'est pas même allégué, que les médecins suspectés de partialité par le Dr A seraient membres de la chambre disciplinaire de première instance de La Réunion-Mayotte ;

5. Considérant toutefois qu'il y a lieu, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, de transmettre le dossier de la plainte du conseil départemental de La Réunion formée contre le Dr A à la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France ;

PAR CES MOTIFS,

D E C I D E :

Article 1^{er} : Le jugement de la plainte n° 182 du conseil départemental de La Réunion de l'ordre des médecins formée contre le Dr A est attribué à la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France.

Article 2 : La présente décision sera notifiée au Dr A, au conseil départemental de La Réunion de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance de La Réunion-Mayotte, à la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé.

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

Ainsi fait et délibéré par Mme Aubin, président de section honoraire au Conseil d'Etat, président ; Mme le Dr Kahn-Bensaude, M. le Pr Besson, MM. les Drs Blanc, Emmery, Fillol, membres.

Le président de section honoraire au Conseil d'Etat,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

Marie-Eve Aubin

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.